

À surveiller



Risques climatiques – Cette question vous intéresse?

« Les entreprises qui ignorent les risques climatiques le font à leurs risques et périls », tel est le message des banques centrales du monde entier. Qu'est-ce que cela signifie pour les administrateurs de sociétés et leurs obligations fiduciaires?

Un consensus se dégage : les changements climatiques, ainsi que les mesures requises pour y faire face, auront une incidence considérable sur les économies, les systèmes financiers et les entreprises qui les composent. La question reste cependant difficile à appréhender par les administrateurs. Elle comporte des incertitudes scientifiques, macroéconomiques et politiques qui s'entrecroisent sur des horizons qui dépassent souvent les cycles de planification stratégique traditionnels.

Les changements climatiques se manifestent sous de multiples formes et la nécessité d'agir et d'obtenir des informations crédibles fait de plus en plus l'unanimité. Heureusement, les attentes envers les pratiques exemplaires évoluent et peuvent aider les administrateurs à déterminer, à comprendre et à surveiller les occasions et les risques relativement aux changements climatiques.

Que doivent savoir les membres du conseil?

Les risques climatiques diffèrent d'une entreprise à l'autre

Établi par le Conseil de stabilité financière et piloté par l'industrie, le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC) est chargé d'aider à déterminer les informations dont les investisseurs, les prêteurs et les assureurs ont besoin

pour évaluer et tarifier adéquatement les occasions et les risques liés aux changements climatiques. Les recommandations publiées par le GIFCC, qui s'accompagnent de stratégies fondées sur des scénarios pour faire face aux répercussions des changements climatiques, donnent des indications aux entreprises de tous les secteurs pour évaluer et présenter leurs risques financiers liés à ces changements ainsi que pour intégrer volontairement ces informations à leur communication financière.

Les administrateurs souhaitant mieux connaître l'étendue des risques liés aux changements climatiques et l'incidence possible de ceux-ci sur leur propre entreprise peuvent consulter la section B du rapport définitif du GIFCC¹, qui présente ces risques de façon détaillée ainsi que les occasions potentielles et les répercussions financières qui en découlent.

Ces risques comprennent notamment les suivants :

Les **risques physiques** résultent d'événements météorologiques et de changements à long terme dans les régimes climatiques, qui peuvent entre autres causer des dommages aux actifs physiques, des perturbations de votre chaîne d'approvisionnement, des températures extrêmes, des changements dans la disponibilité, la provenance et la qualité de l'eau, des variations dans les cycles de culture, des sécheresses, des inondations et des feux de forêt.

Les **risques liés à la transition** comprennent les risques et occasions liés à la politique, au droit, aux technologies, à la réputation et au marché, qui découlent de l'inévitable transition vers une économie faible en carbone, notamment en ce qui a trait à la demande croissante d'informations, la tarification du carbone, la substitution technologique, les litiges, les exigences changeantes de vos clients ou l'acceptation sociale de votre stratégie de transition.

L'opinion publique se mobilise

Les banques centrales, les investisseurs, les prêteurs et les assureurs reconnaissent tous le consensus scientifique mondial sur la gravité des changements climatiques et les risques qu'ils présentent. Et quel est ce consensus? Les changements climatiques sont en train de se produire, ils sont mondiaux, ils sont causés par des facteurs anthropiques, et leurs conséquences sont graves et s'intensifient.

Récemment, la préoccupation publique s'est muée en grèves pour le climat, des millions d'étudiants, de militants et de travailleurs exigeant des mesures qui limiteraient la progression des changements climatiques. Le nombre et le volume des manifestations et des mouvements internationaux vont croissant, tout comme la pression exercée sur les gouvernements, les entreprises et, par le fait même, les conseils d'administration.

Les répercussions des changements climatiques se font rapidement sentir

Il est maintenant largement reconnu que l'accumulation de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère crée des changements climatiques sans précédent, dont les répercussions considérables menacent directement ou indirectement toutes les collectivités et entreprises.

¹ GIFCC, *Recommendations of the Task Force on Climate-related Financial Disclosures* (www.fsb-tcfd.org/wp-content/uploads/2017/06/FINAL-TCFD-Report-062817.pdf, 2017)

L'activité humaine transforme l'atmosphère à un rythme accéléré, et les concentrations de dioxyde de carbone, de méthane et d'autres GES atteignent des niveaux jamais vus depuis les 800 000 dernières années².

Les risques et les effets engendrés par les changements climatiques, qu'ils soient physiques ou liés à la transition, continueront de survenir et de s'intensifier le siècle durant. Nombre de ces effets se font déjà sentir à l'échelle planétaire : niveaux des mers élevés, perte de biodiversité, acidification des océans, événements météorologiques extrêmes et crises sociales de plus en plus nombreuses.

Les attentes en matière d'informations se font de plus en plus élevées

Compte tenu du besoin de mieux connaître et de quantifier les risques liés aux changements climatiques, les attentes se font plus élevées quant à la transparence, à la cohérence et à la comparabilité des informations fournies relativement à ces changements. Les investisseurs, les prêteurs, les assureurs et les clients s'attendent à ce que les conseils d'administration veillent à l'intégration systématique des risques et des occasions liés aux changements climatiques dans la planification stratégique de l'entreprise.

À l'heure actuelle, un nombre croissant d'entreprises déclarent volontairement leurs risques liés aux changements climatiques conformément aux recommandations du GIFCC³.

La réglementation se profile à l'horizon

La communication d'informations sur les risques climatiques se fait actuellement sur une base volontaire, mais on s'attend à ce qu'elle devienne obligatoire. À mesure que les gouvernements nationaux mettront en œuvre des politiques soutenant une transition vers une économie sobre en carbone, les entreprises n'auront d'autre choix que de s'adapter à la nouvelle conjoncture réglementaire.

Le Canada, le Royaume-Uni et l'Irlande se sont joints à plus de 500 collectivités locales du monde entier en déclarant l'état d'urgence climatique⁴. Par ailleurs, les litiges relatifs aux droits et aux responsabilités climatiques sont en hausse, les sociétés énergétiques étant poursuivies par les villes, les comtés, les États, les pêcheurs et les agriculteurs. Les gouvernements des États-Unis, du Canada, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Pakistan et de la Colombie sont également aux prises avec des poursuites de leurs citoyens, y compris des enfants^{5,6}.

2 Organisation des Nations Unies, *800,000 Years of Carbon Dioxide* (www.climatecentral.org/gallery/graphics/800000-years-of-carbon-dioxide, 2019)

3 GIFCC, *Recommendations of the Task Force on Climate-related Financial Disclosures* (www.fsb-tcfd.org/wp-content/uploads/2017/06/FINAL-TCFD-Report-062817.pdf, 2017)

4 The Climate Mobilization, *Climate Emergency Campaign* (www.theclimatemobilization.org/climate-emergency-campaign, 2020)

5 Vox Media, *Pay attention to the growing wave of climate change lawsuits* (www.vox.com/energy-and-environment/2019/2/22/17140166/climate-change-lawsuit-exxon-juliana-liability-kids, 2019)

6 Inside Climate News, *A Surge of Climate Lawsuits Targets Human Rights, Damage from Fossil Fuels* (<https://insideclimatenews.org/news/04012019/climate-change-lawsuits-2018-year-review-exxon-fossil-fuel-companies-human-rights-children-government>, 2019)

Les réglementations et les litiges ont le potentiel de transformer la façon dont les gouvernements, les collectivités et les entreprises réfléchissent aux répercussions des changements climatiques ainsi que la manière dont nous devons y répondre. Entre la taxe sur le carbone, les programmes de plafonnement et d'échange, les réglementations restrictives et même les poursuites visant à protéger les collectivités, les entreprises pourraient trouver difficile de continuer à fonctionner sans modifier leurs pratiques.

On réclame une action plus structurée de la part des entreprises

En plus de déclarer leur exposition aux risques sociaux, environnementaux et économiques relatifs au climat, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à s'engager à travailler dans les limites des principaux systèmes sociaux, environnementaux et économiques. Les scientifiques parlent couramment de « limites préventives » qui déterminent un facteur de sécurité, une zone d'incertitude ou une zone de protection par rapport à un seuil, c'est-à-dire le point à compter duquel la résilience d'un système est compromise.

Pour les hauts dirigeants et les administrateurs, il y a trois grands avantages à adopter, à l'égard des changements climatiques, une approche contextuelle qui respecte ces limites :

- anticiper les risques complexes et potentiellement perturbateurs par une prise en compte systématique facilite la gestion des risques perturbateurs au moyen de réponses proactives;
- anticiper les changements dans les attentes de la société aide à conserver et à améliorer l'acceptation sociale;
- prioriser les ressources limitées selon ce qui est le plus logique aide à établir un discours clair et crédible sur la cible et les motifs des efforts de l'entreprise.

En ce qui concerne les changements climatiques, de nombreuses mesures incitent les entreprises à établir des objectifs fondés sur des données scientifiques. L'engagement de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels en est un exemple.

Le cinquième des sociétés composant l'indice Fortune Global 500 s'est engagé à se fixer des objectifs fondés sur des données scientifiques⁷, et un nombre grandissant d'entre elles publie des prises de position sur le carbone et d'autres sujets, notamment sur le respect des limites sociales et écologiques.

On souhaite de plus en plus que les entreprises prennent publiquement position sur le carbone et les changements climatiques

Un comportement plus responsable étant désormais attendu des organisations, les investisseurs souhaitent que les entreprises se positionnent clairement en montrant qu'elles comprennent l'environnement dans lequel elles évoluent et en précisant leur rôle et leurs engagements par rapport à la crise climatique. Se prononcer ainsi est une occasion pour les administrateurs et les hauts dirigeants d'approfondir leur compréhension de ces enjeux dans la perspective de leur entreprise, de faire le lien avec sa stratégie globale, de faire le point avec les principales parties prenantes et de donner aux cadres et au personnel l'orientation et la confiance nécessaires pour agir.

⁷ Science-Based Targets, *Surge in global business embracing climate science to navigate low-carbon transition* (<https://science-basedtargets.org/2018/09/13/surge-in-global-business-embracing-climate-science-to-navigate-low-carbon-transition>, 2018)

Un bon énoncé de position fait trois choses :

- 1) il expose la compréhension qu'a l'entreprise des changements climatiques, y compris ce que les dirigeants considèrent comme les limites pertinentes;
- 2) il établit un lien clair entre les changements climatiques et la stratégie de l'entreprise;
- 3) il formule l'engagement crédible de prendre les mesures appropriées.

Pour les entreprises qui envisagent de rédiger un énoncé de position en matière climatique, ou de le mettre à jour, il existe un guide récent publié par l'Embedding Project et produit avec le soutien financier de CPA Canada. Ce guide s'appuie sur une analyse de plus de 1 200 énoncés de position et sur plus de 300 entrevues avec des chefs de direction, des administrateurs et des présidents de conseil d'administration. Il fournit une marche à suivre ainsi que des exemples provenant de tout un éventail de secteurs d'activité et de contextes mondiaux pour aider le conseil d'administration à formuler une prise de position sur la question du changement climatique⁸.

Questions que les administrateurs devraient poser sur le changement climatique

- Connaissons-nous les risques auxquels les changements climatiques exposent notre entreprise? Avons-nous entrepris une évaluation rigoureuse de ces risques?
- Est-ce que nous présentons nos risques liés aux changements climatiques conformément aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC)? Dans la négative, pourquoi?
- Sommes-nous préparés à répondre de manière crédible aux questions qui peuvent nous être posées? Avons-nous rédigé une prise de position crédible sur les changements climatiques?
- Nous sommes-nous fixé des objectifs crédibles quant à notre rôle en matière d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets?
- Avons-nous établi un plan de mise en œuvre crédible pour ces engagements?
- Faisons-nous les investissements de ressources nécessaires pour respecter nos engagements?

8 *Next Generation Governance: Emerging Trends in Climate Change Position Statements* (www.embeddingproject.org/resources/next-generation-governance-emerging-trends-in-climate-change-position-statements, 2019)

AVERTISSEMENT

La présente publication, préparée par Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada), fournit des indications ne faisant pas autorité. CPA Canada et les auteurs déclinent toute responsabilité ou obligation pouvant découler, directement ou indirectement, de l'utilisation ou de l'application de cette publication.

© 2020 Comptables professionnels agréés du Canada

Tous droits réservés. Cette publication est protégée par des droits d'auteur et ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise de quelque manière que ce soit (électroniquement, mécaniquement, par photocopie, enregistrement ou toute autre méthode) sans autorisation écrite préalable.

Pour obtenir des renseignements concernant l'obtention de cette autorisation, veuillez écrire à permissions@cpacanada.ca